

question aussi importante que le choix d'un drapeau. Le gouvernement n'a pu rien régler d'autre.

Il n'y a pas de spécialistes en ce qui concerne le choix d'un drapeau. Chacun de nous doit décider pour lui-même de cette question extrêmement chargée d'émotions. Si des étrangers venaient ici et essayaient de fouler aux pieds le pavillon rouge, nous résisterions, nous les combattrions. Or, c'est exactement ce que fait le parti libéral, et il voudrait que nous le laissions faire.

**Des voix:** Honte!

**M. Horner (Jasper-Edson):** Le gouvernement ne jouit pas de notre confiance. Les Canadiens en général n'ont pas confiance en lui, et cela de moins en moins chaque jour. A mesure que certains nouveaux faits nous sont révélés, nous sommes de plus en plus convaincus que le gouvernement ne devrait pas être autorisé à prendre une décision au sujet du drapeau, mais que la question devrait être déferée à la population qui se prononcerait à ce sujet.

*(Texte)*

**L'hon. M. Dupuis:** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question à l'honorable député?

*(Traduction)*

**M. l'Orateur suppléant:** L'honorable député veut-il répondre à une question que lui posera le ministre?

**M. Horner (Jasper-Edson):** Bien sûr.

*(Texte)*

**L'hon. M. Dupuis:** Monsieur l'Orateur, l'honorable député a dit tantôt que le parti libéral avait choisi un drapeau en 1945. N'est-il pas au courant qu'en prenant cette décision, le gouvernement a dit qu'on pouvait se servir du pavillon rouge jusqu'au jour où le Parlement déciderait du choix d'un nouveau drapeau? Pourquoi le député a-t-il caché ce fait-là, quand il le sait ou devrait le savoir?

*(Traduction)*

**M. Horner (Jasper-Edson):** Je ne dissimule aucun fait. Le texte même du décret du conseil disait: à moins que le Parlement n'en décide autrement.

**L'hon. M. Dupuis:** Vous auriez dû le dire!

**M. Horner (Jasper-Edson):** Je le dis maintenant pour votre gouverne. Je dis aussi à l'honorable député que c'est son Parlement et son premier ministre (M. Pearson) qui ont fait débattre cette question du drapeau par la Chambre au lieu de lui soumettre des me-

sures utiles au pays. C'est son premier ministre qui se promène à travers le pays avec un nécessaire à drapeau. C'est son parti qui a mis le Parlement dans la pagaille où il se trouve aujourd'hui. *(Exclamations)* Les phoques rient. Notre pays est gouverné par un conseil exécutif, soit le cabinet. Au nom du ciel, que les ministres montrent donc qu'ils ont un peu l'étoffe de dirigeants, et qu'ils ne sont pas entièrement la proie du chaos.

**M. R. E. Forbes (Dauphin):** Je prends part à ce débat sur le drapeau parce que j'estime que c'est une des plus importantes questions qu'on ait décidée dans notre pays depuis longtemps, et je crois que la population devrait en décider dans un plébiscite, et non les membres d'un gouvernement minoritaire.

Naturellement, à titre de descendant de loyalistes de l'Empire uni, je crois devoir participer au débat parce que mes ancêtres ont joué un rôle important dans l'histoire et le progrès du pays. En outre, je tiens pour important que tout modèle de drapeau qui sera choisi pour notre pays comprenne un symbole de notre souveraineté, et j'estime que le pavillon rouge du Canada symbolise bien l'effort conjugué des colons anglais et français qui ont fait du Canada le grand pays qu'il est aujourd'hui. J'ai le droit d'exprimer mes convictions et, à mon sens, il n'est que juste que les citoyens aient le droit de faire connaître les leurs dans un plébiscite.

Le premier ministre (M. Pearson) a déclaré qu'il présentait la résolution sur le drapeau pour respecter une promesse électorale. Je puis vous assurer, monsieur l'Orateur, qu'il n'a pas été fait mention du drapeau dans la circonscription de Dauphin au cours des dernières campagnes électorales, en 1962 et 1963. Toutefois, je puis signaler que le candidat libéral dans la circonscription de Dauphin et d'autres personnes qui ont parlé au nom du parti libéral ont promis, entre autres choses, deux prix différents pour le blé, un prix de soutien pour le bœuf, le porc, les œufs et d'autres produits agricoles, prix qui devaient être établis d'après les moyennes régionales et calculés tous les trimestres; ils ont également promis d'étudier le problème du poisson commun pris par les pêcheurs commerciaux, et d'amorcer un programme pour la distribution gratuite de lait aux écoliers d'un bout à l'autre du pays.

Je puis assurer au premier ministre que s'il voulait nous présenter ces mesures qui revêtent une certaine importance pour les cultivateurs du Canada et pour notre économie, nous, de l'opposition officielle, lui accorderions un appui sans réserve et sans débat